Après le 30 septembre on continue !

Le succès de la manifestation unitaire de Paris montre une mobilisation en forte progression dans l'ensemble du pays.

L'Assemblée nationale doit se prononcer sur la ratification du traité le mardi 9 octobre. Malgré ce calendrier parlementaire à marche forcée, nous ne lâcherons rien.

Mobilisations décentralisées

Nous nous engageons à continuer ensemble la mobilisation "*pour une Europe Solidaire et contre le Traité d'austérité*", et pour démontrer l'illégitimité des dettes que les peuples sont contraints de payer.

Nous appelons d'ores et déjà à un grand week-end d'initiatives décentralisées, dans toutes les villes de France les 6-7 octobre pour rappeler au Président de la République, à son gouvernement et aux élus parlementaires qu'ils doivent écouter les citoyens.

Meeting européen

Le 8 octobre nous démontrerons à nouveau que notre mouvement dépasse nos frontières avec un grand meeting européen à Paris.

Il réunira des personnalités syndicales, associatives et politiques européennes représentatives des luttes actuelles contre les politiques de la Troïka et engagées dans la construction d'un Alter Summit, pour une Europe solidaire (sommet alternatif européen prévu au printemps 2013 en Grèce).

Tout ne fait que commencer : Le traité ne doit pas passer !
Une Europe solidaire, écologique et démocratique est possible !

Signataires :
Act-up Paris, Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, A gauche par l'exemple, CADAC, CADTM, Cedetim-IPAM, Convergence services publics, CFF (SPUCE CFDT), CGT-Cheminots, CGT Finances, CGT Educ'action, CGT Equipement-environnement, CGT Livres (Filpac), CGT Personnels des Organismes Sociaux, CGT-FSA, CGT UGFF, URIF CGT, CNDF, Démocratie Réelle Maintenant ! Paris, DIDF, Collectif des Associations Citoyennes, Les Économistes Atterrés, Fédération Droit au Logement, Fondation Copernic, Front de gauche - Parti communiste français - Parti de gauche - Gauche unitaire - FASE - République et Socialisme - PCOF - Convergences et Alternative - Gauche anticapitaliste, Femmes Egalité, FSU-Île de France, EPA/FSU, SNAC-FSU, SNASUB-FSU, SNESUP-FSU, SNETAP-FSU, SNUAS FP FSU, SNU Pôle Emploi FSU, SNUITAM FSU, SNUTEFI FSU, SNUCLIAS FSU, EE (Ecole Emancipée) FSU, Jeunes Communistes, Les Alternatifs, Les efFRONTé-e-s, Marche Mondiale des Femmes France, Mémoire des luttes, M'PEP, Marches Européennes, NPA, Osez le féminisme, Parti Fédéraliste Européen, Parti pour la décroissance, Réseau Éducation Populaire, Résistance Sociale, Solidaires Finances Publiques, Solidaires Douanes, Sud BPCE, Transform!, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union syndicale Solidaires, UFAL, Utopia.

Soutiens européens :
Corporate Europe Observatory, Movimiento 15M, Parti de la Gauche Européenne, Réseau des Attac d'Europe, Transnational Institute

LES PROMESSES NON TENUES DU PRÉSIDENT HOLLANDE SUR LE PACTE BUDGÉTAIRE EUROPÉEN

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, plus connu sous l'intitulé de «*Pacte budgétaire*». Il s'était pourtant engagé à le renégocier.

ÉCONOMIQUEMENT ABSURDE

En imposant l'obligation d'équilibre budgétaire permanent, il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Dans le contexte actuel, couper dans les dépenses publiques ne fera qu'accentuer la récession, aggraver le chômage et les déficits. En plus de cela, le Pacte budgétaire prive la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique.

SOCIALEMENT INSUPPORTABLE

Les «*programmes d'ajustement structurel*» aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté réduisent les protections, accroissent les inégalités et touchent les populations les plus précaires - femmes, jeunes, ouvriers, immigré-es. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce Pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté.

IL MENACE LA DÉMOCRATIE

Le Pacte budgétaire prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect. Il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux, niant ainsi la souveraineté populaire. Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.

Informez-vous !

Documents, vidéos, visuels, informations sur les évènements prévus, réunions, meetings ainsi que sur la manifestation unitaire sont disponible sur le site du collectif **stopausterite.org**.

Interpellez vos députés !

Une lettre ouverte et un formulaire en ligne sont disponibles pour interpeller vos députés. L'objectif : mettre la pression sur les parlementaires de la majorité présidentielle !